

LE COMBAT CONTINUE !

Il y a 3 ans déferlait sur le monde une tempête nommée #MeToo, ou #BalanceTonPorc pour sa version française, qui ne s'est pas arrêtée à la porte des entreprises. Mais à La Poste, comme dans de nombreuses autres boîtes, il reste encore beaucoup à faire pour l'égalité femme/homme, comme en matière de lutte contre le sexisme et les violences faites aux femmes.

Égalité salariale, on est encore loin du compte !

Avec des grilles salariales qui fixent la rémunération de l'ensemble des agents des classes I et II, la Direction pourrait avoir une longueur d'avance sur de nombreuses entreprises en matière d'égalité salariale. Sauf que dès que les grilles disparaissent, les inégalités apparaissent ! Et plus le grade est élevé, plus elles sont flagrantes, atteignant près de 10% pour les groupes B et C, toujours en faveur des hommes bien sûr.

Entre les deux statuts (fonctionnaires et salarié-es), les grades et les différentes branches, il est facile pour la direction de jouer sur le flou de la situation pour ne retenir que les chiffres qui l'avantage. En effet, sur l'effectif total des salarié-es, l'écart salarial n'est que de 0,16% en faveur des hommes. Mais pour les fonctionnaires, cet écart grimpe à 2,83% ! En moyenne, un postier gagne 219€/an de plus qu'une postière. L'écart reste significatif et pourrait être corrigé notamment grâce aux augmentations individuelles... sauf que depuis cette année, la direction ne communique plus les chiffres. Aurait-elle quelque chose à cacher ?

Division sexuée du travail, à La Poste aussi !

Encore une fois, si on prend globalement les données que la direction veut bien fournir, on est quasiment à la parité dans les effectifs. Sauf qu'à y regarder de plus près, on s'aperçoit rapidement des inégalités qui perdurent. Les femmes sont largement sous représentées parmi les cadres supérieurs. Et certaines directions se distinguent par leurs stéréotypes sexistes, le colis en tête où les femmes ne représentent que 30% des effectifs. Au contraire, dans les branches Réseau et Services Financiers les femmes sont largement majoritaires... sauf chez les cadres et cadres supérieurs !

Les inégalités salariales se jouent aussi dans les questions de promotions et de parcours professionnels, c'est pourquoi *sud* milite pour que de vraies actions soient mises en place pour les corriger.

Nous, 2020 :



Emma.

Sexisme et culture du viol, ancrés dans la société et dans les services !

En 2019, 17% des Français pensent encore qu'une femme qui dit non veut en fait dire oui. C'est sans doute pour ça que 22% des hommes, tous âges confondus, disent ne pas avoir respecté au moins une fois le consentement de leur partenaire, 1 homme sur 5...

Sur la question des violences sexuelles, ça n'avance pas ou peu. Parce que ça reste l'un des plus petits budgets de l'État : aujourd'hui, on n'a toujours pas les moyens de former les policier-es, les médecins, les juges, les avocat-es à entendre la parole des victimes comme elle le mérite.

sud
syndicats

Fédération des activités postales
et de télécommunications

25/27 rue des envierges 75020 Paris
tel 01 44 62 12 00 fax 01 44 62 12 34
sudptt@sudptt.fr www.sudptt.org



Pour l'instant, ces chiffres ne bougent pas : 1 à 2% des viols seulement débouchent sur une condamnation. Mais les plaintes pour violences sexuelles ont bondi : 30% la première année suivant #BalanceTonPorc. Si l'institution n'est pas à la hauteur, cela n'empêche pas les victimes de parler.

Le monde du travail et en particulier celui de La Poste ne fait pas exception. Les remarques indécentes répétées, blagues sexistes, attitudes et gestes non sollicités sont encore le quotidien de nombreuses postières.



Dans les cas d'agressions sexuelles et de harcèlement, les victimes se confrontent encore trop souvent à des directions qui tentent de leur mettre des bâtons dans les roues. Pire, elles doivent souvent se battre pour que les rôles ne soient pas inversés, leurs agresseurs étant considérés comme des victimes et elles, comme des coupables...

Dans quel but ? Se protéger entre "amis" ? Protéger les harceleurs parce que ce sont des hommes ? Protéger l'image de La Poste ?

En tout état de cause, ces pratiques sont tout simplement intolérables. Le dispositif interne tel qu'il existe actuellement contribue à ces dérives par ses insuffisances. Et surtout il manque d'impartialité,

laissant la main à des directions locales dans la gestion des situations de harcèlement et de violences dénoncées, ou les confiant à des personnes n'ayant pas les compétences pour écouter et accompagner des victimes.

Combien de victimes ont été mutées, combien d'agresseurs protégés voire promus, sous couvert de présomption d'innocence... Les directions sont régulièrement bien plus promptes à sanctionner lourdement pour des faits dont la gravité nous semble bien moins importante.

Sud agit concrètement, pour l'égalité et les droits des femmes !

Les femmes sont les premières touchées par les inégalités économiques, les postières ne font malheureusement pas exception. Mais elles sont aussi les principales cibles des comportements sexistes, des stéréotypes de genre ou des agressions sexuelles. En dénonçant au quotidien les inégalités salariales et de carrières, *Sud* agit pour l'égalité.

En étant à l'écoute, dans l'accompagnement et le soutien des femmes victimes de violences, d'agressions sexuelles, de harcèlement ou de sexisme, *Sud* agit pour les droits des femmes. Du côté de la Direction, passé les déclarations d'intention il ne reste pas grand-chose et encore moins d'actions concrètes !

C'est pourquoi *Sud* a décidé d'agir. Nous avons mis en place une cellule d'alerte, d'écoute et d'accompagnement qui peut être contactée par toutes les postières victimes de violences, d'agression et de sexisme.

Alors, si vous êtes victime ou témoin d'une situation de sexisme, de harcèlement ou de violence sexuelle contactez nous : stopviolences@sudptt.fr

La cellule «stop-violences» traite avec confidentialité et neutralité toute situation de violences et de sexisme. C'est un lieu d'écoute et de conseils qui propose un service d'accompagnement des victimes et témoins.

Pour l'égalité et pour les droits des femmes, Sud revendique :

- ♀ **Des mesures immédiates de protection de la victime lorsqu'un cas de harcèlement ou de violence est connu de la hiérarchie**
- ♀ **La création d'un pôle indépendant qui prendra en charge les cas de harcèlements et de violences sexistes et sexuelles ;**
- ♀ **La prise en charge de la surcotisation par l'employeur pour les agents à temps partiel de droit au vu de l'incidence de ces temps de travail sur les pensions ;**
- ♀ **Un plan de prévention et de lutte contre les comportements sexistes au travail ;**
- ♀ **La fin des inégalités persistantes dont sont victimes les femmes, sur les salaires, les évolutions de carrière et les retraites ;**
- ♀ **Un plan de prévention contre toutes les formes de violences sexistes et sexuelles dans l'ensemble du Groupe La Poste.**